



# Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

For more information see:

<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.

Louis XVIII



NOTE SECRÈTE.

Nous allons présenter ici quelques réflexions générales sur lesquelles nous sollicitons l'attention particulière du peu de personnes auxquelles nous allons prendre la liberté de les adresser, réflexions que nous faisons imprimer, non dans l'intention de leur donner une publicité étendue, mais pour en faciliter la lecture *au très-petit nombre* des lecteurs pour qui elles vont être tracées. Nous n'avons pas de secrétaire, et nous ne pourrions en faire à la main, un nombre de copies suffisantes; nous serons aussi brefs qu'il nous sera possible, et nous n'avancerons ici quelques réflexions préparatoires que pour mieux faire sentir l'intérêt du grand but que nous allons présenter, et qu'il est si facile d'atteindre, si LL. MM. I. et R. les Empereurs de Russie et d'Autriche, les Rois de France et de Prusse jugent à propos de mettre, en ce moment, leur propre plan à exécution : car c'est celui de ces Souverains et non le nôtre que nous allons prendre la liberté de remettre sous leurs yeux. C'est en eux seuls qu'il prit sa source, ou plutôt dans la volonté de la Providence divine, volonté marquée par l'inspiration de la dénomination de Sainte-Alliance donnée à l'union de ces quatre augustes Monarques, pour imprimer encore plus fortement dans leurs esprits les devoirs qu'une telle dénomination leur indique et leur impose.

Considérons un instant l'espèce humaine sous les vues que tout doit porter à croire que le Créateur de l'univers a eues sur l'être dont il semble avoir fait sa prédilection. On ne pourra pas s'empêcher de reconnaître que, depuis les époques les plus reculées jusqu'à nos jours, la conduite des hommes en général n'ait été en contradiction à l'existence

pour laquelle nous devons espérer et croire qu'ils furent créés. Nous ne saurions pénétrer les desseins de la Providence, dans le guide qu'elle a placé en nous, pour nous avertir, et dans la résistance qu'en même-temps nos passions opposent à écouter ce témoin céleste de toutes nos actions : mais ce combat continuel avec nous-mêmes n'est-il pas le fruit des erreurs où l'homme fut toujours entraîné, plutôt qu'une suite inévitable d'un vice dans sa nature ? Et de ce que l'erreur l'a toujours conduit, doit-il s'ensuivre que l'erreur doit l'égarer toujours ? Le terme à ses égaremens est celui où la religion chrétienne doit s'étendre sur tout l'univers, et cette dénomination de Sainte-Alliance, ainsi que la piété des quatre augustes chefs réunis sous la bannière sainte, semble annoncer le moment où cette prédiction doit commencer à s'effectuer. D'un autre côté, si l'on considère, sous un point de vue politique, les suites des mesures que cette dénomination sembla indiquer, tous les hommes d'état doivent très-certainement s'empresser de concourir à en préparer l'exécution, à en hâter les effets.

L'art de gouverner n'est pas d'obéir aux opinions des peuples, mais de les faire naître, de les diriger et de les faire concourir au but qu'on veut atteindre. Rien n'est impossible, ni même difficile pour qui a le pouvoir en main, lorsqu'il ne voudra véritablement que le bien ; d'où il résulte évidemment que les gouvernemens, ayant en leur pouvoir de répandre tous les biens sur leurs sujets respectifs, s'ils ne l'ont pas fait jusqu'à ce jour, c'est qu'ils en ont méconnu la vraie source, ou qu'ils n'en n'ont pas pris le chemin, et que les divisions, les jalousies, les intérêts mal-entendus, les passions, des hommes qui ont gouverné, n'ont pas permis cette heureuse réunion qui s'est formée aujourd'hui

entre les quatre plus puissans Souverains du continent de l'Europe, pour leur intérêt respectif et leur gloire commune; réunion qui ne permet à aucune autre puissance de pouvoir apporter d'obstacle aux vues que ces quatre Monarques auraient adoptées entre eux, et à l'exécution desquelles ils accorderaient leur support unanime.

Pour éviter d'entrer dans des développemens qui deviendraient trop longs pour une semblable note, nous passerons de suite à l'examen de la situation présente où se trouve l'Europe.

La religion chrétienne qui, depuis 14 à 15 siècles, a été interprétée et dénaturée par les passions des hommes, a reçu une si profonde blessure, qu'on doit la regarder prête à expirer, si on ne lui apporte pas les remèdes les plus prompts et les plus efficaces. Les lumières ont fait trop de progrès pour que l'hypocrisie puisse désormais se soutenir ou que le fanatisme puisse se renouveler; la nécessité commande donc de revenir à la religion épurée de toutes les absurdités et de toutes les monstruosités dont l'ignorance et la perfidie ont concouru à la flétrir; et c'est sur ce premier point que doit se porter toute l'attention la plus particulière des Rois.

A l'impiété à laquelle l'exposition, que les philosophes modernes ont fait de toutes les fourberies dont on s'est servi pour égarer et tromper les hommes, a donné une si funeste étendue, se sont réunis les délires politiques que les intérêts particuliers ont suscités, que les amours-propres ont reçu avec avidité, et que les gouvernemens ont eu, non-seulement l'imprévoyance de laisser s'étendre, pour ainsi dire, en tous lieux, mais encore ont eu, en quelque sorte, eux-mêmes l'aveuglement d'encourager; de ces trois causes sont résultés les

soulèvemens auxquelles l'Europe a été exposée; la lutte qui s'est établie entre les gouvernans et les gouvernés, et les dangers dont la Providence divine vient de sauver et les Rois et les peuples, malgré toutes les fautes accumulées des premiers, et l'excès des passions enflammées des derniers.

Telle est la situation où l'on se trouve en ce moment, sur le continent de l'Europe, et c'est le moment, politiquement parlant, que l'homme d'état doit saisir pour prévenir une rechute aussi épouvantable qu'hélas! elle deviendrait inévitable, si l'on continuait à se livrer aux mêmes erreurs, et à placer dans de nouvelles constitutions métaphysiques, l'espoir d'arrêter la fermentation naissante, et qui, pour être momentanément comprimée, n'en éclaterait bientôt qu'avec plus de fureur. C'est de la régénération religieuse de l'homme dont il faut conséquemment s'occuper avant tout; c'est en même-temps à donner un nouveau cours aux idées des peuples qu'il faut s'attacher; c'est en un mot, à réaliser les vues manifestées par les quatre augustes chefs de la Sainte-Alliance et par les devoirs liés à une telle dénomination, que les conseils de ces quatre monarques doivent s'empresser à concourir.

Pour éviter toute longueur, supposons que ce court aperçu ait fait quelque impression sur l'esprit des augustes lecteurs, auxquels nous allons prendre la liberté de l'adresser, et des membres de leurs conseils : nous allons exposer en peu de mots et avec la même rapidité, la manière dont nous envisageons que ce but pourrait être aisément atteint.

1<sup>er</sup>.

Pour produire un premier effet considérable sur l'esprit de tous les peuples, effet dont décou-



leront ensuite tous les autres, il nous paraîtrait que le sacre de Louis XVIII, qu'il faudrait faire avec toute la magnificence possible, devrait attirer la réunion des Empereurs de Russie et d'Autriche, et de S. M. le Roi de Prusse, en personne, ainsi que des Rois d'Espagne, de Naples, de Sardaigne que ces augustes Souverains ont rétablis sur leurs trônes, et des autres Souverains, soit en personne, soit représentés, avec une grande pompe par des ambassades extraordinaires.

2<sup>me</sup>.

Que le but annoncé de cette réunion soit de sanctifier tous les droits de la légitimité, aux pieds des autels, et d'arrêter entre les hautes parties contractantes une alliance respectueuse, sous la dénomination de la Sainte-Alliance qui devienne la garantie réciproque de toutes les couronnes.

3<sup>me</sup>.

Que les quatre hautes puissances arrêtent entre-elles : 1°. Les articles qu'elles jugeraient devoir rester secrets entre-elles; 2°. Ceux qui devront s'étendre aux autres puissances, et être également tenus secrets; et 3°. Ceux qui devront être rendus publics.

De cette manière serait créé une nouvelle ère chrétienne et un nouveau droit public pour les Souverains, les nations, et les sujets. Il s'ensuivra nécessairement la sûreté future de tous les trônes, la paix pour toutes les nations qui jouiront d'un repos inaltérable, la tranquillité des esprits ou au moins la facilité de les tourner vers des objets nouveaux, dont les développemens entraîneraient ici de trop longs détails, mais qui devront embrasser tout ce qui peut contribuer à la prospérité des peuples et au bonheur de l'homme, dé-

veloppemens que tout autre serait plus dans le cas de présenter que nous, mais que nous nous ferons un devoir de tracer, comme un pur témoignage de zèle, sans oser présumer que nos idées à ce sujet ne soient susceptibles d'être infiniment perfectionnées.

Peut-être des personnes timides ou qui ne sauraient étendre leur vue sur l'avenir, croiraient-elles qu'il serait imprudent de s'exposer à faire renaître la fermentation non encore éteinte, et qu'il est plus sage de continuer à suivre le système de louvoyer pour atteindre graduellement la réforme qu'il est si important, religieusement et politiquement parlant, d'opérer. Premièrement, je répondrai à une opinion aussi fautive, que loin d'y avoir un obstacle à craindre, il n'y a pas même une seule difficulté réelle à rencontrer. Pour s'en convaincre, il suffira de faire la réflexion que, depuis 33 ans, il n'a fallu que vouloir tenter un changement ou une révolution pour y réussir; oser l'entreprendre fut tout le secret pour l'opérer. Voudrait-on véritablement se ravaler et ravaler la grande masse de la nation française, jusqu'à soutenir que le retour à la voie du vrai et du bien est le seul chemin qu'on ne pourrait prendre avec sécurité, et cela au moment où l'armée est entièrement revenue à la race auguste de ses Rois, et où sa fidélité ne saurait plus être ébranlée? Eh quoi, on aurait abattu à Naples, à Turin, à Lisbonne, à Madrid, les têtes de l'hydre révolutionnaire, avec une volonté ferme et décidée, et par une contradiction indéfinissable, on voudrait, en France, continuer à tout sacrifier aux intérêts révolutionnaires : religion, honneur, devoir, etc., en un mot tout ce qu'il y a de plus sacré sur la terre; et cela seul, ou par une apa-

thie coupable ou par un faux amour-propre encore moins pardonnable.

D'un autre côté, pour les intérêts de l'Europe entière, ne serait-ce pas manquer de prévoyance que de ne pas juger que l'esprit de fermentation ne peut s'extirper efficacement en France, en Italie, dans le Brabant, qu'en tarissant, dans Paris même, la première source d'où découle cette fermentation? Et en troisième lieu, après avoir rétabli à Naples, à Turin, à Lisbonne, à Madrid, les Rois dans leur autorité plénière, ne serait-ce pas tomber dans l'inconséquence la plus manifeste, que de laisser se prolonger en France des erreurs qui ont été si funestes, et s'exposer, en laissant son ouvrage imparfait, à voir renaître de nouveaux désordres? Et qu'y a-t-il de plus vrai, de plus honorable, et de plus politique que de reconnaître et de déclarer, que la fondation de la Charte fut l'effet d'une erreur étrangère, et de circonstances impératives auxquelles le Roi se vit forcé de céder ses propres opinions? qu'à la seconde restauration, il fut encore bien plus impossible au Roi de résister à l'influence sous laquelle il se trouvait placé; d'avouer que S. M. fut ensuite trompée par l'ennemi de sa dynastie; enfin, qu'elle ne veut plus servir de prête-nom à ses ministres, mais qu'elle entend rentrer dans la plénitude de ses droits, et régner d'après les lois dont elle tire ses titres à la couronne, et non par et d'après des pactes arrachés par la force ou extorqués par l'astuce et la perfidie.

Quel plus beau guide pour sortir de ce labyrinthe que la proclamation du Roi à son avènement à la couronne! quelle marche plus sage, plus honorable, plus glorieuse, pourrait-on adopter? En tous momens il n'eût fallu que la volonté



prononcée du Roi pour opérer ce retour salutaire. S. M. a pu craindre de suivre son propre mouvement; mais aujourd'hui le chemin est tout tracé, et pour consolider la réintégration des autres Souverains dans leurs droits respectifs, il est de la plus haute importance que Louis XVIII rentre intégralement dans les siens.

Dire que cet événement ne demande pas quelques précautions préparatoires, ce serait manquer de discernement et de prudence, mais affirmer que rien n'est plus facile, c'est ce que personne ne saurait nier, vu les circonstances présentes et l'enthousiasme de l'armée. En politique il faut savoir profiter des circonstances, et il ne peut pas en être une où tous les devoirs et les intérêts se réunissent plus évidemment pour commander en France l'adoption de cette mesure régénératrice, dont dépend, essentiellement, la sûreté des trônes et le rétablissement de la tranquillité en Europe.

---

---

---

## SUPPLÉMENT A LA NOTE SECRÈTE.

---

D'après quelques observations, qui me sont déjà parvenues de Paris, il me paraît urgent de tracer les réflexions suivantes, pour les déposer aux pieds de S. M. le Roi de France et à ceux des augustes Monarques auprès desquels le Ministère français ne manquera pas de présenter des difficultés qui lui paraissent insurmontable à l'exécution du plan proposé, dans l'intention, s'ils daignent, pardonnant à ma témérité, les lire avec quelque attention, d'exposer à leurs yeux la futilité des argumens dont il pourrait faire usage.

C'est la cause du ciel, ainsi que de la terre,  
Que je plaide en ce jour; Monarques tous puissans,  
Si mon zèle à vos yeux paraissait téméraire  
Daignez, pour le motif, excuser mes accens.

On doit s'attendre à rencontrer trois obstacles principaux au plan proposé pour opérer la révolution régénératrice de la France, ainsi que le retour à la religion épurée des erreurs que l'hypocrisie et le fanatisme ont introduits dans sa sainte pratique.

### 1<sup>er</sup>. *obstacle.*

A la révolution régénératrice de la France, on trouvera, en opposition, les erreurs coupables ou les intérêts particuliers d'un trop grand nombre de personnes qui approchent le Roi, et S. A. R. *Monsieur*, lesquelles n'ont cessé, depuis dix ans, de leur présenter comme insurmontables des difficultés qui, de fait, toutefois qu'on voudra prendre les moyens de les faire disparaître, n'ont d'autre réalités, que la petitesse de leur conception, ou

leur vil intérêt. C'est ainsi, hélas! que les Princes trouvent souvent autour d'eux leur plus pernicieux ennemis. La religion n'est pour le bas courtisan qu'un vain nom; la splendeur du trône lui paraît exister dans les faveurs dont il jouit; l'honneur du Roi est la dernière de ses pensées : c'est ainsi, d'un autre côté, que de petits intrigans parvenus, aveuglés par leur amour-propre, croient par des discours amphatiques suppléer aux actions, par des mots sonores, mais vides de sens, remplacer les faits. Quelle plus dégradante illusion ! « *Jamais je ne transigerai avec mes principes, ni jamais je ne me soumettrai à consentir à rien qui puisse leur être contraire* ». Voilà le langage que doivent tenir tous les Rois ! Ce sont eux (et celui qui les vénère, et est prêt à verser tout son sang pour la cause de l'autel et du trône, ne doit ni le leur dissimuler ni le leur taire) oui ! ce sont les pernicieuses erreurs auxquelles ils se sont eux-mêmes livrés, en 1814, qui ont causé le renouvellement de la fermentation qui s'est étendue sur toute l'Europe, les dangers auxquels les trônes ont été exposés et le sont encore, l'humiliation où des Rois ont été réduits, la situation où Louis XVIII se trouve en ce moment placé. Il est donc de leur premier devoir, il est *de leur intérêt le plus direct* de concourir à réparer le mal, qu'eux-mêmes, ils ont fait.

Monarques de la terre, daignez pardonner à ma témérité, mais le moment est venu de reparler en maîtres et de régner en Rois. Que signifierait cette pusillanimité, qui laissa tout sacrifier à *une apparente nécessité* ? Ces vils ou imbéciles avocats des nouvelles chymères ne cessent de répéter : « La révolution française date depuis 1789, les

génération se sont succédées, on ne doit, on ne peut en ce moment toucher à la Charte sans risquer de causer les plus grands bouleversements, etc. » Sans doute, hélas ! leur répondront nous, la révolution n'a que trop subsisté plus *inconcevablement*, plus *épouvantablement* que jamais, depuis 1814, et ces dix années affreuses qui se sont écoulées, au milieu de tous les germes dégénérateurs et désorganisateur, ont plongés la famille Royale des Bourbons dans une situation qui nécessite de joindre l'art à l'habileté, la force à la prudence, pour l'en arracher, mais dans laquelle on ne pourrait hésiter un seul instant de déployer les moyens nécessaires que par l'oubli de tous les devoirs et *de tous les intérêts* de l'Autel, du Trône, et des Hommes, et par une pusillanimité aussi imprévoyante, quelle serait coupable, honteuse, dégradante.

Parmi les fantômes que l'astuce ou le myopisme concourent également à présenter, le plus redoutable, à entendre tous ces perfides ou imbéciles argumentateurs, est la grande masse des acquéreurs des biens nationaux. Je suis loin de ne pas reconnaître cette difficulté, mais il faut fermer cette playe religieuse, morale et politique en indemnisant, soit préférentiellement l'acquéreur illégitime, soit, dans les cas où l'on ne pourrait faire autrement, le propriétaire dépouillé, sans quoi on ne saurait se flatter de voir renaître en France ni religion, ni bonne-foi, ni probité, ni union, ni harmonie, ni repos, ni bonheur.

Quiconque voudra ouvrir les offices de Cicéron, trouvera dans les chapitres XXII et XXIII, sous les nombres 78, 79, 80, 81, 82 et 83, toute l'histoire de notre révolution; les mêmes causes, un pareil régicide, les mêmes suites, une semblable

émigration, les mêmes spoliations et un laps de temps plus considérable encore, puisqu'il fut de cinquante ans; enfin, *le seul et véritable remède* à tant de maux.

La seconde difficulté qui effraye l'insignifiance du présent ministère français, est la fermentation des esprits, qu'ils craignent de renouveler, et qui, disent-ils, pourrait causer un nouveau bouleversement. En opposition à cette opinion, purement imaginaire, je répondrai, que la France entière est lasse de toute révolution, que, loin qu'une explosion générale soit à craindre, il est même facile de prévenir jusqu'à la plus petite agitation en prenant le chemin qui va être indiqué; que, d'ailleurs, ayant le pouvoir en main, et l'armée étant en ce moment pleine d'ardeur pour la cause des Bourbons, aucun éclat partiel ne pourrait avoir lieu sans qu'il ne soit aisé de le réprimer à l'instant même.

Après avoir ainsi réfuté les deux principaux argumens, dont des hommes sans principes de religion et d'honneur, et même sans aucun jugement, peuvent seuls se servir; passons à présenter, aux augustes lecteurs, auxquels, ainsi qu'à leurs Excellences les Ministres des affaires étrangères de chaque Monarque, ce supplément à la première note sera *uniquement adressé*, passons, dis-je, à mettre sous leurs yeux l'exposé le plus concis des moyens préparatoires que la prudence peut exiger. Ils nous paraissent consister :

1°. A faire annoncer le sacre du Roi pour la fin de juin ou le mois de juillet prochain, époque où les Monarques, qui devraient saisir cette occasion de se réunir, de nouveau, pour l'objet déjà indiqué dans la note précédente, pourraient plus commodément se transporter à Paris, et où



les moissons occuperaient la population des campagnes ;

2°. La santé du Roi ne permettant pas à S. M. de se transporter à Reims, son sacre devrait se faire à Paris, ainsi qu'on en trouve l'exemple dans plusieurs des Rois ses prédécesseurs ;

3°. Il serait très-important, dans une telle circonstance, que le Souverain-Pontife vint lui-même sacrer le Roi pour donner encore plus d'éclat à cette cérémonie et pour faciliter, par son concours, le grand plan régénérateur de la religion qui devrait y être la première occupation des Rois ;

4°. En ne réunissant la première cession que dans le mois de janvier prochain, le Roi pourrait n'y annoncer, dans son discours, que l'intention de se faire sacrer dans l'église métropolitaine de Paris, objet qui occuperait, dès-lors, tous les esprits, et donnerait une activité momentanée au commerce de la capitale. En ce moment il paraît que les ministres du Roi, viennent d'arrêter de dissoudre la chambre; sans doute pour en faire exclure M. Manuel et quelques-uns de ses semblables, mesure nécessaire par les fautes précédentes, et qui toute bonne qu'elle est en elle-même, tient plus aux amours-propres, qu'à une importance majeure. Si on veut bien me pardonner la comparaison trivial. Ce ministère ne ressemble-t-il pas à des grenouilles qui se remuent en tous sens dans un Bourbier, dont elles ont tellement troublées les eaux, que leurs yeux ne sauraient plus voir la lumière et quelles s'y enfoncent encore d'avantage, tout en cherchant à s'en arracher ;

5°. Dans l'interval, le retour de l'armée d'Espagne viendrait fixer toutes les attentions et quel-

ques fêtes pourraient contribuer puissamment à distraire les Parisiens. Ne serait-il pas à craindre en cherchant à faire trop d'éclat d'une pareille guerre, à laquelle la médiocrité du ministère actuel semble attacher la plus haute importance, de prêter, par trop, aux sarcasmes du ridicule? car assurément, c'est bien la Providence divine qui a présidée aux succès, et la force des circonstances qui, seule l'a opérée, et non, certes, les mesures d'un ministère qui dès l'origine n'a fait que bévues sur bévues. Son seul mérite fut d'avoir su payer les frais de cette guerre, (que la justice demande qui soient remboursés), et c'est à la haute conduite et au courage du Prince généralissime à laquelle on doit, plus que tout, attribuer le retour du bon esprit de l'armée;

6°. Il serait politique de différer, jusqu'à trois mois avant l'époque fixée pour la réunion des Rois, pour annoncer seulement alors que le Souverain-Pontife doit se rendre en personne pour sacrer lui-même le Roi, et même de n'annoncer que successivement, ensuite, le projet que les autres Souverains ont d'y assister comme provenant d'un offre de leur part, et non comme tenant à un plan projeté, ni concerté;

7°. Sur cette annonce on devrait faire demander au Roi, par l'assemblée, la permission d'assister en corps à cette cérémonie, et sous *le prétexte plausible* d'y donner encore plus de solennité, il serait d'une politique adroite de faire suggérer par le côté gauche de cette assemblée, ou à défaut, par un membre indifférent du centre, de faire suggérer, dis-je, l'idée de doubler ou de tripler le nombre des députés pour représenter, encore plus généralement, la nation;

piège dans lequel tomberont facilement les membres du parti révolutionnaire, dans l'espoir de faire élire un plus grand nombre de ses membres, mais dont il sera facile au gouvernement français de déjouer toutes les menées ;

8°. Par ces mesures principales et avec quelques autres secondaires, telles que, de composer un nouveau ministère dans lequel on ferait entrer quelques membres des divers partis, membres auxquels, bien entendu, on ne donnerait aucune indice du plan projeté, mais dont la nomination déjouerait toutes les menées et endormirait tout esprit de parti. Par de tels moyens, disons nous, et quelques autres de purs détails, on arriverait, infailliblement, à l'époque de la cérémonie, sans avoir causé aucune fermentation, ni donné le moindre soupçon d'une arrière pensée ;

9°. Il serait important que le Roi annonça que, d'après la haute satisfaction que Sa Majesté a de son armée, et aussi pour recevoir avec dignité les Augustes hôtes qui viendraient honorer son sacre, elle veut, qu'un certain nombre de chaque corps de ses troupes assistent à cette cérémonie. Les différens chefs de ces corps auraient soin de fixer leur choix sur les hommes les plus sûrs, et par ce moyen simple on formerait un corps de 40,000 de troupes d'élite, qui donnerait au Roi le pouvoir de faire exécuter toutes ses volontés, et annulerait jusqu'à l'idée d'oser y apporter aucune résistance ;

10°. Ce ne serait que le lendemain de son sacre, que le Roi, par une proclamation aussi prudente que modérée, devrait annoncer ses intentions Royales et Paternelles, et donnerait, s'il le jugeait à propos, à la Nation, les concessions qu'il

lui plairait de faire, et que peut-être *une politique sage requière*, vu, hélas! tant d'égaremens passés; concessions que ladite assemblée, à laquelle on donnerait le nom d'*assemblée régénératrice*, recevrait avec reconnaissance, et auxquelles elle donnerait son acquiessement unanime : d'où naîtrait (aussi constitutionnellement que les circonstances peuvent le permettre) les institutions qu'il eut plu au Roi d'établir pour régir désormais la France. Cette proclamation du Roi de France devrait être suivie, un ou deux jours après, d'une déclaration de tous les Souverains, dans laquelle ils avoueraient avec candeur les erreurs auxquelles ils se sont livrés, et annonceraient leur vues pour l'avenir, ainsi que leur ferme résolution de les accomplir. Dès ce moment on verra naître un nouvel ère pour l'Europe, et tout esprit de fermentation en disparaîtra pour jamais.

« RIEN NE DÉSHONORE L'AUTORITÉ (*dans l'esprit des peuples*) QUE LA FAIBLESSE QUI SE LAISSE SURPRENDRE, ET LA FAUSSE GLOIRE QUI CROIRAIT S'AVILIR EN CONVENANT DE SON ERREUR ET DE SA SURPRISE. » « LES VARIATIONS QUI NOUS RAMÈNENT AU VRAI AFFERMISSENT L'AUTORITÉ LOIN DE L'AFFAIBLIR ».

MASSILLON.

*Après avoir ainsi présenté les principales bases de la marche qu'on devrait suivre afin d'éviter toute opposition possible au plan de la régénération de la France, dont dépend, si essentiellement, la consolidation de tous les trônes, et le repos de tous les peuples; nous allons exposer en peu de mots le deuxième obstacle que les Souverains doivent s'attendre à rencontrer et qu'on ne parviendrait, peut-être jamais à surmonter, sans la volonté déterminée et le concours unanime de tous les Potentats.*

2<sup>me</sup>. *obstacle.*

C'est dans les intérêts terrestres du clergé que se trouvera la plus grande difficulté à la régénération religieuse qu'il est si essentiel, si important d'opérer, et sans laquelle on chercherait en vain, à rendre l'homme meilleur.

Toutes les tentatives, qui ont été faites pour refondre dans une seule et même croyance les différentes sectes que l'ambition ou le fanatisme ont introduite dans la pratique de la religion chrétienne, ont échouées jusqu'à ce jour; parce que, d'un côté, l'esprit terrestre s'est toujours opposé à cette mesure précieuse, nécessaire, et, en ce moment, *profondément politique*, et que de l'autre, l'autorité n'a pas secondé les ardens efforts des hommes purs et supérieurs qui ont senti la haute importance de cette réunion et ont cherché à l'opérer.

Mais le moment est favorable; le fanatisme et légoïsme, ne peuvent opposer, aujourd'hui, aucune résistance dangereuse à la réintégration de la religion dans sa pureté primitive, pourvu, toutefois, que tous les Souverains l'entreprennent et secondent les efforts des prélats pieux, dans chaque secte, qu'il serait à souhaiter de réunir par députation de leur secte respective, pour se concerter, dans une assemblée générale, sur ce grand objet, et qui sans doute déploieront la plus grande ardeur à l'opérer.

3<sup>me</sup>. *obstacle.*

Le troisième obstacle que les Souverains du continent auront à rencontrer à l'union qu'il est si important, pour leurs intérêts communs et respectifs, de former entr'eux, sous la protection de



la Bannière - Sainte, se trouvera dans l'astuce de la politique insulaire, qui mettra, en tous lieux, tout en jeu, pour s'opposer à l'adoption d'une mesure qui lui paraîtra la plus funeste à ses intérêts mercantiles et à son influence sur le continent; influence que la discorde, qu'elle a soin de répandre, si astucieusement, parmi les premiers Potentats qui règnent sur le continent, lui à seul crée et lui donne le moyen d'entretenir.

Puisse ces réflexions paraître dignes d'attirer l'attention des augustes Souverains auxquelles nous allons prendre la liberté de les adresser, elles plaideront l'excuse de ma témérité. Ne connaissant, ni l'art d'écrire, ni de modérer les expressions d'un style qui part uniquement du cœur, j'ose les supplier de condescendre à pardonner tout écart involontaire que leur serviteur eut pu commettre.

*Nota.* Les Princes de la famille royale de France, et les ducs de Blacas, de Montmorency, et de Doudeauville, sont les seules personnes qui recevront en France ce Supplément, et nous ne dissimulerons pas nos vœux les plus ardens pour que le Roi place sa confiance dans des serviteurs aussi zélés pour sa gloire, aussi purs, aussi précieux.

Dans l'espoir que sa Majesté daignera pardonner au zèle qui nous entraîne, nous oserons lui indiquer ici, MM. le duc de Bellune de retour à la guerre, le duc de Cadore à la marine, le duc de Gaëte aux finances, le baron Séguier aux sceaux, comme des choix très-propre à remplir l'objet désirable d'étonner tous les partis, et comme méritant d'ailleurs toute estime. Nous pensons de plus que le ministère de l'intérieur, *si important, en ce moment surtout*, ne saurait être placé dans des mains plus sûrs que dans celles de M. le duc de

Blacas; que la direction des postes ne peut être surveillée par une personne dont la rectitude de tous les principes soit plus propre à inspirer la confiance et la satisfaction générale que M. le duc de Doudeauville, et que la rentrée de M. le duc Mathieu de Montmorency au ministère des affaires étrangères, gratifierait toute la France et serait sûrement agréable à tous les Souverains de l'Europe. Nous ajouterons encore de plus que le Ministère de la maison du Roi devrait rester dans les mains de M. le maréchal de Lauriston et qu'une ou deux ambassades données, à deux militaires marquans et un peu dans l'opposition, tels que le maréchal Marmont, le général Maison, même le général Sébastiany, ou autres, serait une mesure d'une très-bonne politique en ce moment.

Comme mes publications, depuis plusieurs années, ont, en quelque sorte, indiqué un semblable résultat, il serait à propos de me laisser, en apparence, abandonné dans la prison où le Ciel a peut-être voulu que je sois placé (\*) : à moins, qu'en apprenant par cet événement scandaleux, toutes les atrocités que ses ministres ont commis envers son sujet le plus fidèle, et qui en sont la seule cause, Sa Majesté, n'ordonne la plus prompte liquidation de l'argent que j'ai déboursé pour son service, ou payé pour elle; auquel cas, je devrais, néanmoins, encore paraître être laissé dans sa disgrâce, et n'être rétabli ni dans mon grade, ni soldé, dans le moment actuel, des autres sommes qui me sont tout aussi légitimement dues, afin de ne donner aucun éveil du plan ici proposé, dans la supposition, que j'ose me permettre de former, que le Roi de France et les augustes Monarques aux pieds desquels je prends la la liberté de le déposer, eussent jugés de leur intérêt de l'adopter.

O Louis XVIII ! oserai-je répéter encore, ici : ô mon Maître, daignez pardonner les écarts et les fautes que ma plume a pû commettre, mais non jamais mon cœur ! votre propre cœur, auquel j'en appelle et dont je sollicite mon pardon, ne saurait en accuser le mien. Lorsque je m'égarai, ce fut par excès de zèle pour votre gloire, et même, aujourd'hui, la démarche audacieuse, que je me hasarde à faire, ne doit-elle pas vous prouver la pûreté de tous mes sentimens et le pouvoir supérieur, qui peut-être me dirige, ou au moins, auquel je crois obéir ?

Il faut, Sire, vous arracher de ce gouffre affreux où l'erreur vous plaça, où la perversité vous enfonça et où le faux système de MM. de Villele et de Chateaubriant va vous plonger plus profondément que jamais.

Le moment est venu de parler en maître, et de régner en Roi. O nom de votre gloire, de grâce écoutez moi ! écoutez ce vrai serviteur qui loin de vous gémit.

*Avant que douze mois s'écoulent, les esprits égarés des peuples de l'Europe auront pris un autre cours. Tout va changer ! les bénédictions du Ciel se répandront sur la terre. Le bonheur de leurs sujets sera la récompense et la gloire des Rois. C'est vous, Sire, qui pouvez, qui devez en donner le premier mouvement. Il ne faut que votre volonté, et nul obstacle, dès-lors, ne peut s'y opposer.*

Et vous Monarques tous puissans, daignez intercéder auprès du Roi pour que Sa Majesté pardonne à son serviteur et daignez vous-mêmes, daignez ne pas fermer les oreilles à de tels accens.

(\*) Quand je songe aux atrocités qui ont accompagnées cette arrestation, pour les formes de laquelle et le complot qui en est la base, je vais faire intenter un procès criminel à ses auteurs. Quand je songe, de plus, que c'est en ce moment, dans une prison, exposé à toutes les souffrances morales et corporelles, dont je supprime tous les détails par trop dégoûtans; et où loin d'en être affecté, je me vois, aussi calme, aussi uniquement occupé du grand objet qui m'anime, que si j'étais dans mon cabinet sans nul dégoûts, sans souffrances et sans besoins. Et quand je songe encore, que c'est dans ce lieu même où je viens de tracer ce supplément et la note qui l'a précédé, et où je sens naître en moi cette témérité qui me porte à les adresser aux plus puissans Souverains, ne suis-je pas fondé à croire, que tout ce qui se passe en moi porte l'empreinte d'un effet au moins surnaturel? Déjà, lorsque je partis du Berry, (ainsi que je l'ai dit à la fin de la cinquième lettre à mon lecteur), pour venir aux pieds du Roi à Hartwell, un pouvoir supérieur ne paru-t-il pas me diriger?

Partout on visitait les passeports de tous les voyageurs. *J'ai rencontré plus de vingt fois les gendarmes sur ma route, pas un n'a demandé le mien.*

Arrivé à l'embranchement des routes qui conduisent à Lille et à Bruxelles, je ne savais laquelle prendre, j'élevai mes pensées vers le Ciel, et j'abandonnai la bride à mon cheval; *tout-à-coup il traverse de lui-même le pavé, quitte celle de Bruxelles et me conduisit sur celle de Lille;* et le soir même j'apprends qu'à Bruxelles on ne permettait à aucun voyageur de passer outre. Je pourrais citer une multiplicité de circonstances à peu près semblables où la main de la Providence parue si manifestement éclairer mes pas. Enfin mon cheval me conduisit près d'Ysendyke, sur les bords de l'Escaut, là je cherche un bateau et, lorsque j'allais mettre le pied dedans, un garde de côte s'élança, me met la pointe de son sabre sur la poitrine, et me conduit à ses supérieurs. Quatre s'assemblent aussitôt, et après dix minutes d'entretien, au lieu de me dénoncer comme un traître passant à l'ennemi, ce qui m'eût inmanquablement fait fusiller, *ce furent eux-mêmes qui ordonnèrent à un batelier de me conduire sur la rive opposée.*

A peine y fus-je débarqué, que des paysans armés accoururent de toute part et me couchèrent en joue, *un signe du bras suffit, pour leur faire relever leurs armes* et sans pouvoir me faire entendre, *ils n'obéirent pas moins à mes signes* et me conduisirent dans un waggon attelé de quatre chevaux au comodore Anglais qui venait de prendre possession de la ville de Terregoose. Sans aucuns papiers pour justifier que je ne fus pas

un espion; à ma prière il ordonne aussitôt à son propre canot de me transporter à bord du vaisseau amiral dans le romport, et aussitôt l'Amiral ordonne à une frégate de me transporter en Angleterre. Dessendu à terre dans un canot, l'employé de l'allien office, contre les ordres du gouvernement et sous le danger de perdre son emploi, retient lui-même ma place au Mail-coach; enfin j'ai le bonheur d'arriver aux pieds du Roi à Hartwell; et depuis ce moment, obéissant à l'impression extraordinaire que je reçois, je n'ai cessé d'avertir Sa Majesté des pièges qui lui ont été tendus, des erreurs qu'on n'a cessé de lui présenter, et c'est ainsi que reviens de nouveau, en ce moment, l'implorer.

Augustes lecteurs, est-ce une volonté supérieure qui m'a guidé? est-ce un pur excès de zèle qui m'a entraîné? je dépose à vos pieds l'exacte vérité, et vous laisse à le prononcer.

---